

Jean-François Bert

partisans,
passage de 68

C'est en septembre 1961 que le premier numéro de *partisans* est publié. Libraire à « L'escalier » puis à « La joie de lire » à partir de 1958, François Maspero est depuis 1959 à la tête de sa propre maison d'édition dans laquelle il publie des textes de dénonciation de la guerre d'Algérie¹ ainsi que d'autres qui font référence, au niveau international, dans la lutte anti-impérialiste.

C'est d'abord assisté par Gérard Chaliand, Georges Dupré, Maurice Maschino ou encore Jean-Philippe Talbo, que François Maspero cherche à faire de *partisans* une revue de lutte pour la démocratie, la justice, l'égalité des individus et surtout pour la libération des peuples opprimés par tous les colonialismes et les fascismes. Lutter, aussi, pour que la France assume une « action constructive » en prenant la décision de se libérer de ses colonies et d'aider tous les peuples opprimés à accéder à leur indépendance. Anticolonialiste, antifasciste et solidaire des peuples opprimés, la revue est pensée aussi comme un véritable lieu de contradiction et de débat où différentes perspectives politiques sont représentées : des intellectuels du PCF aux jeunes ulmiens, comme Georges Perec ou Régis Debray, en passant par des théoriciens de la lutte anti-impérialiste comme John Knief (alias Boris Fraenkel) ou Frantz Fanon, et des militants contre la guerre d'Algérie comme l'historien Pierre Vidal-Naquet.

Si les luttes coloniales, la situation politique et économique des pays du Tiers Monde et la dénonciation des exactions commises par l'armée française en Algérie composent les premiers numéros de la

1. Ce sont plus de 15 ouvrages tournés vers le problème algérien qui vont paraître chez Maspero entre 1959 et 1967 (dont par exemple en 1961, *Nuremberg pour l'Algérie*, *Officiers en Algérie*, *Les barkis à Paris* de Paulette Péju ; *Pour l'Algérie* de Claude Estier en 1964). Chacun d'entre eux est une critique qui a pour fonction, tant au niveau politique qu'économique et culturel, de faire réagir l'opinion française sur la question du colonialisme, et finalement d'envisager une possible solidarité avec les peuples du Tiers Monde alors en lutte pour leur indépendance.

revue, de nouvelles problématiques, centrées sur la politique intérieure du pays, apparaissent à partir de 1965-66. Un changement de fond qui coïncide aussi avec un important changement de forme de la revue qui se transforme au fur et à mesure des numéros en une tribune pour les différents courants de la gauche française. A partir d'octobre 1965, *partisans* devient un mensuel et en décembre 1966 un mensuel thématique².

Jusqu'en 1967, date de la création de la revue *Tricontinental*, publiée par les éditions Maspero, les questions internationales continuent encore à être abordées : le numéro d'avril-juin 67 porte sur Cuba, celui de juillet-septembre traite de la situation en Amérique latine, celui de janvier-février 1968, enfin, s'intéresse à la situation du peuple vietnamien³. Cependant, la revue accentue au même moment sa critique des institutions traditionnelles de la société française : « culture », « droit », « éducation », « santé », et surtout « sexualité » deviennent des objets dignes d'analyse. En 1966, Jean-Marie Brohm introduit, d'après Reich, la notion de répression sexuelle et, en 1967, *partisans* publie un dossier sur des questions de pédagogie qui alerte les lecteurs sur la crise probable du système d'enseignement⁴.

La place de plus en plus importante que *partisans* accorde à ces nouvelles revendications reste un bon indice de la forte radicalisation qui touche alors en profondeur la société française. Une inadéquation entre les aspirations de la jeunesse et celles de la classe dirigeante, entre un capitalisme de plus en plus oppresseur et le désir de changer la société, qui prendra, à partir du 3 mai 1968, la forme d'une révolte

2. Voir bibliographie ci-après.

3. Claude Liauzou dénombre dix-sept articles sur Cuba, vingt sur l'Algérie, trente-trois sur l'Amérique Latine. Claude Liauzou, « Intellectuels du Tiers Monde et intellectuels français, les années algériennes des éditions Maspero », in Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Complexe, Bruxelles, 1991, pp. 155-175.

4. Le numéro 39 de la revue, intitulé « Pédagogie – éducation ou mise en condition », est entièrement repris dans le numéro 91 de la Petite Collection Maspero (PCM). Plusieurs animateurs importants des éditions participent à ce numéro dont Emile Copfermann (1931-1999), qui dirige la collection « Malgré tout », ou encore Fernand Oury et Aïda Vasquez, qui sont responsables de la série « Pédagogie » de la célèbre collection « Texte à l'appui ». La Petite Collection Maspero (PCM) va d'ailleurs en 1968 permettre une grande diffusion de textes dits révolutionnaires : Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre* et *Sociologie d'une révolution* ; Malcolm X, *Le Pouvoir noir* ; Fidel Castro, *Révolution cubaine* ; Che Guevara, *Textes militaires, Souvenirs de la guerre révolutionnaire et Journal de Bolivie*.

étudiante, populaire et spontanée, en marge des grands ensembles syndicaux et politiques et, à partir du 14 mai, d'une militance plus classique, dans laquelle les ouvriers aspirent d'abord à l'amélioration de leurs conditions de vie et où les partis politiques et les principaux syndicats retrouvent, en face des actions « coup de poing » des groupes gauchistes, leur rôle historique de porte-parole de la contestation.

En décidant de consacrer entièrement le numéro 42 de la revue à ce qu'on appelle pudiquement alors « les événements de mai », événements de nature politique et contre-culturelle, *partisans* propose à ses lecteurs de suivre au jour le jour les nombreux développements de ces deux mois de lutte : du 3 mai, jour de l'intervention de la police à la Sorbonne en fin d'après-midi, au 12 juin où, en interdisant toute manifestation sur la voie publique, le gouvernement signe la fin des groupuscules et la reprise en main de la contestation par les grandes organisations syndicales et politiques.

Chacune de ces journées est présentée au travers des tracts, des coupures de presse, des manifestes, des discours politiques et des mots d'ordre provenant de toutes les mouvances politiques et syndicales qui ont à un moment ou un autre pris part aux événements. En préambule de ce dossier, un avertissement est donné aux lecteurs : « *Nous n'avons pas établi un dosage des tendances mais au contraire nous avons retenu les textes qui établissaient les positions sur lesquelles les luttes s'engageaient*⁵ ». D'une certaine manière, *partisans* s'ajoute aux autres revues, nombreuses, qui se sont intéressées presque immédiatement à ces journées révolutionnaires et surtout à leurs conséquences sur la société française⁶. Cependant, ce qui fait la spécificité de ce numéro c'est qu'il raconte, au jour le jour, ces luttes et ces revendications par un retour historique qui prend la forme d'une collection d'archives, écrites et photographiques, prises sur le vif.

En miroir, la dernière partie de cette livraison de la revue présente une autre relation des événements en mélangeant souvenirs et analyses critiques. Deux régimes de discours se font écho. Au texte que

5. *partisans*, n° 42, p. 9.

6. Pour une analyse de ce Mai 68 vu par les revues, voir Caroline Hoctan, *Mai 68 en revues*, collection Pièces d'archives, IMEC Éditions, 2008 (voir compte-rendu p. 101 de ce numéro).

<i>Emile Copfermann</i> : Tout est encore possible	3
Chronologie des luttes de mai : textes, tracts, articles, déclarations. Reportage photographique Snark International; photos Chatelain, Dars, Demonestrol, Dufresnes, Ethel, Fourmentraux, Chris Marker, Maury, Pottier	9
<i>Joh. Knief</i> : Quelle est la signification réelle des occupations d'usine?	196
Le mouvement du 22 maïs révélateur des structures répressives	200
Que sont les comités d'action lycéens?	219
Les comités d'action	237
Lettres, communiqués	239
<i>J.-Philippe Talbo</i> : Les comités de liaison étudiants-ouvriers-paysans	244
<i>Daniel Théron</i> : L'idéologie de l'Humanité-Dimanche	249
<i>François Maspéro</i> : C.R.S. = S.S.	259

Mai-juin 1968

Les conditions d'abonnement figurent page 2.

Rédaction - Administration :
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e).
Tél. : 633-41-16.

Directeur :
François Maspéro.

Rédacteur en Chef :
Emile Copfermann.

Comité de Rédaction :
Gérard Chaliand,
Emile Copfermann,
Georges Dupré,
François Maspéro,
Maurice Maschino,
Jean-Philippe Talbo,
Pierre Vidal-Naquet.

La revue reçoit tous les
jeudis après-midi.

propose un militant du Mouvement du 22 mars pour présenter les actions du mouvement « de l'intérieur », répond une analyse de François Maspero dans laquelle, en associant la répression policière des « ratonnades » de 1961 qui se soldèrent par plusieurs centaines de morts à celle des « barricades » de la nuit du 10 mai 68, il affirme à la fois sa solidarité avec la révolte étudiante et sa profonde intransigeance devant toutes les horreurs du monde moderne – tâche que s'était donnée la revue depuis son premier numéro, allant même jusqu'à risquer plusieurs fois l'interdiction administrative⁷.

Le choix de présenter ces « archives », écrites et photographiques, permet déjà de dresser un premier bilan de ce que fut « Mai 68 », de la réalité concrète des luttes et finalement des conséquences des revendications portées soit par les étudiants soit par les ouvriers. Ce que nous montre ces archives c'est d'abord qu'il y a bien eu des occupations d'usines, des manifestations, des barricades... Chacune de ces actions est, au minimum, significative de la combativité de ces classes que l'on disait alors trop facilement « dominées ». Comme le souligne longuement E. Copfermann dans son introduction, il est important, au sortir de l'événement, de comprendre pourquoi l'ampleur numérique du mouvement ne s'est pas soldée par une véritable victoire politique. Manque de conscience politique des étudiants ? Incohérence des actions ? Intransigeance des militants les plus politisés ? Déjà nostalgique, mais surtout pessimiste, Copfermann précise : « *Nous n'avons donc pas gagné. Aujourd'hui onze organisations d'extrême-gauche, celles que le PCF et la CGT dénonçaient dès le 3 mai, sont dissoutes. Leurs publications sont interdites. Leur militants sont arrêtés. On expulse les étrangers, on les met en résidence surveillée, dans le même temps d'ailleurs où, pour fortifier son front national anticommuniste, le régime gaulliste relâche et récupère des membres de l'OAS encore emprisonnés* ».

7. L'article de François Maspero, intitulé « CRS=SS », débute ainsi : « Lorsqu'on a assisté au fonctionnement quotidien du « maintien de l'ordre », que ce soit au Quartier Latin, à Flins ou ailleurs, la première réaction est celle que nous avons toujours eue : dénoncer, protester, s'indigner... C'est ce que nous avons fait depuis dix ans : en 1961, quand nous publiions « les Ratonnades à Paris », que faisons nous d'autre ? », p. 259. Ce texte fait aussi écho à une dénonciation de Maspero publiée dans le second numéro de la revue : dans un article intitulé « Des chiens et des hommes », il met en cause le comportement de la police lors de la manifestation du 17 octobre 1961 ou plusieurs dizaines d'Algériens seront tués. Le numéro sera interdit à sa sortie.

JEAN-FRANÇOIS BERT

Copfermann distingue aussi dans son texte une première chronologie des faits en cinq étapes. De 1967 au 22 mars 1968, la lutte étudiante lui semble d'abord orientée vers des questions internationales (Vietnam et Cuba) et vers une critique « culturelle » de la société française (dont la question de la libération sexuelle). Du 3 au 13 mai, la lutte est marquée par le moment fort et violent des barricades. Du 14 au 26 mai, c'est l'entrée en grève de la classe ouvrière et les premières tentatives de liaison avec les étudiants. Du 27 au 30 mai, « Grenelle » apparaît comme la première tentative de résolution du conflit. Du 31 mai au 23 juin, enfin, longue période marquée, entre autres, par la radicalisation des positions du gouvernement, l'intervention des CRS dans les usines, la dissolution de l'Assemblée Nationale et l'acceptation définitive, par les syndicats majoritaires, des accords de Grenelle⁹.

« Mai 68 » est traité dans ce numéro comme n'importe quel autre événement historique avec ses acteurs principaux, sa chronologie, ses mythes, ses secrets et sa contre-histoire... Les documents choisis donnent d'ailleurs une image tout à fait particulière des événements en insistant plus particulièrement sur les ralentissements et les accélérations, les convergences et les oppositions, mais aussi les unions et les fragmentations qui traversèrent, pour reprendre l'heureuse expression de Claude Lefort, cette première « *expérience d'une liberté insoupçonnée*¹⁰ ». Raconter « mai » et « juin » au travers d'un agencement d'archives est surtout une manière d'insister sur les différentes dimensions de l'événement, d'explorer les détails ordinaires de ces journées et, peut-être, d'espérer comprendre et, pourquoi pas, reproduire certaines motivations. Toutes les manifestations n'ont pas eu le même caractère. Certaines étaient calmes et spontanées et ont permis l'instauration de nouveaux lieux de parole. D'autres ont été des moyens pour amplifier les affrontements avec les forces de police. D'autres, encore, témoignent d'une réelle ambition politique des étudiants et des lycéens soucieux,

8. *partisans*, n° 42, p. 4.

9. Cornelius Castoriadis dans « La révolution anticipée » distingue quatre étapes : du 3 au 14 mai, temps de l'occupation étudiante ; du 15 au 27 mai, temps de l'extension des grèves ; du 28 au 30 mai, Grenelle ; à partir du 31 mai, le retour à la normale. Voir Cornelius Castoriadis, Claude Lefort et Edgar Morin, *Mai 68 : La Brèche. Vingt ans après*, Complexe, Bruxelles, 1988.

10. Claude Lefort, *Libre*, n°1.

au-delà de leur activisme débridé, de trouver une suite positive au désordre dont on les accusait de tous bords.

Témoignage sur l'événement au lendemain de l'événement, ce numéro de *partisans* joue-t-il encore son rôle, après 40 ans, de loupe grossissante ? Sur quoi le choix bien que fragmentaire et subjectif des archives met-il particulièrement l'accent ? En premier lieu, et contrairement à l'idée trop rapidement avancée d'une guerre des générations, les documents présentés dans ce numéro révèlent que les principales cibles des étudiants étaient d'abord les méfaits du capitalisme financier, l'inadaptation grandissante de l'Université et la politique sclérosée de De Gaulle. Le numéro fait aussi une large place à l'ampleur géographique de la lutte. Le boulevard Saint-Michel n'a jamais été un centre décisif et d'autres lieux, comme Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand ou Strasbourg, ont vu se jouer, parfois même avec plus de conviction, la poursuite ou non de la grève. Le troisième point concerne l'attitude extrêmement ambivalente des directions politiques et syndicales traditionnelles vis-à-vis des groupes gauchistes et plus particulièrement la manière dont le PCF manœuvra durant les événements pour conserver le contrôle des ouvriers en prenant soin, par exemple, d'éviter toute perspective insurrectionnelle. Les documents insistent longuement sur les différents modes d'action des contestataires et finalement « l'apprentissage » de la révolution et de ses difficultés – surtout lorsque celle-ci se passe dans la durée. Enfin, le dernier élément que ces archives mettent en lumière concerne la tentative d'« union » entre la lutte ouvrière et étudiante qui, dès les premiers jours de grève, paraît essentielle pour qu'à long terme, de réelles conséquences « politiques » et un profond changement de société soient envisageables.

Sur les causes de Mai 68

Les événements de Mai ne sont jamais replacés dans l'histoire plus longue des grandes grèves du prolétariat français. Deux raisons principales expliquent ce silence. La première, comme l'indique la plupart des documents, « mai » et « juin » ne sont en aucun cas mesurables avec les deux grandes grèves ouvrières précédentes de 1936 ou de 1945. L'ampleur numérique inédite du mouvement et surtout ses principales

répercussions sur l'ensemble de la société rendent ces journées rétives à toute tentative de récupération. La seconde raison tient au fait que les principaux acteurs des luttes ont présenté cette prise de conscience de la société française comme entièrement spontanée et, pour une large part, relevant de l'improvisation des « masses ». L'occupation de la Sorbonne racontée par l'un des membres du Mouvement d'Action Universitaire en est sans doute la meilleure illustration. C'est « *d'un seul coup* », et pour la première fois depuis de nombreuses années, que « *des policiers casqués et armés font irruption dans la Sorbonne à l'appel du recteur Roche* ». C'est « *spontanément* », ajoute-t-il, [*que*] « *à l'extérieur de la Sorbonne, de jeunes lycéens, passants, étudiants, protestent contre ces arrestations en masse et sont alors violemment réprimés par la police*¹¹ ». Cette manière de relater les événements a pendant longtemps fait oublier qu'un premier cycle de contestation s'était ouvert en France dès 1966 pour les étudiants politisés - il s'agissait de dénoncer aussi bien la situation au Vietnam que les discriminations qui résultaient de la réforme Fouchet - et, pour les ouvriers, dès février 1967 avec le débrayage de 3000 d'entre eux de l'usine Rhodia à Besançon, suivi en avril par le blocage de la livraison du minerai de fer par les mineurs lorrains et en mai d'une grève de deux mois dans les chantiers navals de Saint-Nazaire¹².

De ce contexte favorable, il n'est donc pas question dans la revue qui préfère insister sur la manière dont se sont rapidement radicalisées les critiques concernant la situation sociale et politique – critiques qui émanaient autant des syndicats ouvriers que des groupes étudiants. Celles-ci sont d'abord motivées par les souffrances de plus en plus fortes que la politique de De Gaulle fait quotidiennement subir aux classes les plus pauvres. Un quotidien qui devient de plus en plus difficile à vivre. S'ajoute à la hausse des biens de consommation (pain, gaz, électricité...), à l'augmentation de la durée quotidienne du temps de travail, aux salaires ridiculement bas et surtout inégaux – en particulier pour les travailleurs immigrés –, à la réforme de la TVA au début de l'année 1968, l'inaction « politique » du Parti communiste et des principaux syndicats qui, pour les plus jeunes militants et sympathisants, n'arrivent plus à incarner la contestation.

11. *partisans, op. cit.*, pp. 12-13.

12. Pour une analyse de la situation économique et politique voir Michelle Zancarini-Fournel, « Le champ des possibles », in *68 Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, Paris, pp. 19-55.

La misère sexuelle, largement dénoncée par les membres du Mouvement du 22 mars (M22), et la misère économique finissent par se rejoindre pour devenir un puissant détonateur des luttes. Lors de la grande manifestation du 7 mai où 7000 étudiants à l'appel de l'UNEF défilent de Denfert-Rochereau jusque sur les Champs-Élysées, les tracts distribués mettent directement en cause la politique antisociale du gouvernement : « *Un million de sans-travail. Des salaires de misère. La répression fasciste chez Dassault, Citroën, Simca et dans bien d'autres usines. Les CRS contre les manifestations d'ouvriers et de paysans au Mans, à Redon, à Caen*¹³ ». Cette colère qui gronde parmi les masses populaires s'écrira trois jours plus tard en lettres capitales, typographie que la revue respectera dans sa reproduction : « *CONTRE LE CHOMAGE, LES CADENCES INFERNALES ET LES SALAIRES DE MISERE. A BAS LE POUVOIR GAULLISTE ANTIPOPULAIRE. LIBERTE POUR LE PEUPLE*¹⁴ ».

Les étudiants sont assurément les moins préparés à cette aggravation sans précédent de la situation économique et sociale. A l'obligation, pour beaucoup d'entre eux, de la double vie professionnelle (travail-études), s'ajoute une nouvelle crainte : celle de la sélection à l'entrée de l'université. C'est en tout cas ce que ne cesse de marteler dans ses premiers tracts le M22 : « *Il y a 10% de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur. Est-ce que nous luttons pour qu'il y en ait davantage, pour une réforme démocratique de l'université ? Ce serait mieux, mais ce n'est pas le plus important [...] Il y a des étudiants qui, à la sortie de l'université, ne trouvent pas d'emploi. Est-ce que nous combattons pour qu'ils en trouvent ? Pour une bonne politique de l'emploi des diplômés ? Ce serait mieux, mais ce n'est pas l'essentiel*¹⁵ ». La transformation de l'Université, ou plutôt son adaptation aux nouveaux besoins des étudiants, a partie liée avec une profonde transformation de la société. Alors que ces deux exigences (changement de l'université/changement de la société) sont fortement imbriquées dans le discours contestataire des étudiants, elles n'apparaissent pas encore nettement dans les revendications ouvrières qui sont d'abord d'ordre social et professionnel

13. Tract de l'UJCML cercles « Servir le peuple ! », « Et maintenant aux usines ! », 7 mai, *partisans*, *op. cit.*, p.18.

14. Tract du Mouvement de soutien aux luttes du peuple, « Vive l'Unité des ouvriers et des étudiants à leur service ! », 10 mai, *Ibid.*, p. 29.

15. Tract du Mouvement du 22 mars « Votre lutte est la nôtre », 24 mai, *Ibid.*, pp. 107-108.

JEAN-FRANÇOIS BERT

avant d'être contre-culturelles. Il s'agit « seulement » d'obtenir des transformations matérielles concrètes. Paradoxalement, ces demandes de hausse des salaires et de baisse du temps de travail ne peuvent être satisfaites sans qu'un changement global (économique et social) de la société n'intervienne. C'est en tout cas ce que relève encore le 30 mai un communiqué de l'UNEF : « *Seule une modification radicale des structures économiques peut permettre la réalisation des revendications des travailleurs. De la même manière, les étudiants savent que se contenter d'aménager le cadre actuel de l'Université serait vain ; elle resterait l'instrument de la bourgeoisie. C'est là que le combat des étudiants rejoint celui des travailleurs, une université démocratique est impossible dans une société capitaliste.*¹⁶ »

Commencée en 1966-67, cette atmosphère de crise est d'autant plus importante pour la suite du mouvement que c'est durant cette période que de véritables solidarités matérielles entre étudiants et ouvriers vont voir le jour. Les premiers comités de soutien sont créés qui, immédiatement après les premiers jours de grève du mois de mai, se transforment en « Comités d'Action ». Cette forme d'organisation souple qui ne devait impliquer, comme le rappelle un des articles de la revue, « *ni appareil, ni plate-forme définie a priori*¹⁷ », devaient avant tout être capables, en face de groupes et de syndicats fortement hiérarchisés, d'intégrer la masse de ceux qui avaient pris part d'une manière ou d'une autre aux manifestations. Constitués pour favoriser la discussion et l'action, chacun de ces comités, comme l'indique la Coordination, se devra de répondre à plusieurs obligations : celle de se réunir quotidiennement, celle d'envoyer un délégué à la réunion journalière de la Coordination, celle aussi de prendre « *contact avec les Comités voisins pour établir une coordination intermédiaire. Chaque comité réalise sa propre initiative et la signe. Chaque Comité donne son avis sur la marche à suivre et l'affiche...*¹⁸ » « *Imitation ou « tache d'huile »* ».

16. Communiqué de l'UNEF, 30 mai, *Ibid.*, p.141.

17. « Les comités d'action », *Ibid.*, p. 237.

18. Tract de la coordination des Comités d'Action, « Appel », 14 mai, *Ibid.*, p. 56.

Qu'elle soit perçue comme soudaine et inexplicable ou comme la conséquence des trop nombreux signes de faiblesse donnés par l'État – dont celui d'avoir laissé la Sorbonne aux mains d'une minorité agissante d'étudiants – la principale caractéristique du mouvement est son ampleur numérique. C'est en effet l'ensemble des villes universitaires françaises qui ont été touchées, comme Toulouse dès le 25 avril ; Strasbourg le 7 mai, quand se crée un premier conseil étudiant qui proclame l'autonomie de l'université le 11, enjoignant les enseignants démissionnaires des autres universités françaises à se considérer comme membres de droit de la nouvelle Université Autonome et de venir y enseigner ; Rennes est occupée à partir du 11 mai ; Caen est en grève illimitée dès le 13 mai et autonome à partir du 16 ; Nantes est autonome le 18 mai...

Ces occupations, parfois longues, obligent les « occupants » à s'organiser – ne serait-ce que pour être présents en permanence sur les lieux. Les ravitaillements sont déterminants, y compris pour le gouvernement qui, fin mai, comptait sur une usure de la lutte et sur les premières inquiétudes liées à un mois de grève sans salaire. Comme le rappelle un tract de *la Tribune* du 22 mars, la solidarité, sans s'être généralisée à l'ensemble du pays, a montré qu'une reprise en main de la production et de la distribution était toujours envisageable : « *Les paysans par solidarité ont fait don de lapins, de volailles... Les difficultés de transport étaient considérables (essence, véhicules). Mise en place d'une instance de jumelage avec les différentes communes de l'Ille-et-Vilaine. Viande apportée au prix de revient (foie de veau à 7 F le kg) (pommes de terre nouvelles à 0.50 F le kg). La distribution se fait dans les usines occupées. Malheureusement ceci ne se fait encore qu'à une trop petite échelle. Les paysans ont sollicité les ouvriers en grève pour une aide aux foins et les élèves des écoles techniques pour aider à la réparation des machines agricoles*¹⁹ ».

Besançon connaît une situation différente des autres villes universitaires. La grève a été dès le début organisée de manière concertée par les étudiants et les ouvriers de l'usine Rhodia qui, un an avant, avaient mené une première grève de plus de cinquante jours.

19. Tract de *la Tribune* du 22 mars, 4 juin, *Ibid.*, p. 166.

J.C.R., membre du Bureau national, étudiant à Nanterre. Notons que Cohn-Bendit se déclare en accord avec cette intervention que nous résumons, sauf sur le problème du Parti : « Il faut réfléchir, penser aux perspectives, discuter dans l'Université de tous les choix de la bourgeoisie. La classe ouvrière reste l'élément historique qui renversera le capitalisme à l'échelle mondiale. La politique syndicale est un frein. Les problèmes qui se posent actuellement sont : absence de direction et de ligne — si on les pose maintenant ils risquent de briser le mouvement — il faut mettre en avant des thèmes d'accords valables pour tous ; trouver des formes de lutte. L'« Université critique » doit être un processus de contestation permanente. Il faut avoir pour objectif une organisation révolutionnaire générale car : 1) il n'est pas question de se mettre à la remorque des directions syndicales ; 2) la classe ouvrière est classe quand elle s'oppose en tant que telle au patronat. En l'absence d'un parti révolutionnaire, les vrais révolutionnaires sont ceux qui se battent contre la police. Les groupes d'avant-garde correspondent à des courants révolutionnaires mondiaux. Ils doivent actuellement respecter la ligne des autres, corriger la leur en collant au mouvement de masse.

Les tâches :

- 1) lutter contre la répression et la menace de récupération,
- 2) faire des progrès théoriques,
- 3) créer des comités de lutte pour la propagande et l'explication dans les quartiers,
- 4) se structurer dans des lieux précis, créer un épî-centre : la Sorbonne, Nanterre, etc.,
- 5) faire une politique extra-parlementaire : créer des conseils étudiants à Paris et Nanterre. »

VENDREDI 10 MAI

Tous à Denfert à 18 h 30. A 17 h, 5.000 lycéens manifestent boulevard Arago et attendront place Denfert-Rochereau. Cohn-Bendit : Où allons-nous ? UJCM : par petits groupes dans les quartiers populaires. B... : Hôpital Saint-Antoine, à la Santé, 22 Mars et UNEF : à l'ORTF, au Palais de Justice. Départ vers la prison de la Santé. Arago — Gobelins — Monge — Maubert — Saint-Germain — Saint-Michel. La police interdit et la fin du boulevard Saint-Germain et de descendre vers la place Saint-Michel. — Les 20 à 30.000 manifestants vont donc vers le Luxembourg. Dans les rues on crie les trois points et : « Vous êtes concernés », « fermez vos télé », « avec nous ». — Cohn-Bendit : Vous êtes tous le service d'ordre, il n'y a plus de service d'ordre. — Luxembourg, 21 h, face à face avec la police, en quelque sorte entou-



Contrairement aux autres universités, les contacts n'ont pas lieu à la faculté mais directement à l'usine. Besançon devient un exemple probant de ce qu'une union entre ouvriers et étudiants peut permettre²⁰. Une union qui, à chaque nouvelle manifestation, démontre sa force : « 10 000 personnes (sur une ville de 130 000 habitants) descendent dans la rue au 13 mai ; le protocole d'accord signé à Paris est repoussé par les grévistes, enfin les comités de grève après le discours de De Gaulle du 30 mai décident la poursuite de l'occupation jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.²¹ ». La revue ne s'arrête pas aux seules revendications étudiantes. La crise ne se réduit pas seulement aux ouvriers, aux lycéens et étudiants ou aux enseignants ; elle touche aussi les paysans qui souhaitent une réforme profonde du système ainsi que des solutions concrètes face à l'augmentation des prix agricoles, des produits industriels et des salaires à payer aux ouvriers agricoles. D'autres professions sont elles aussi entraînées dans ce mouvement de contestation. Les professions artistiques s'inquiètent de la situation des théâtres, des maisons de la culture, de l'indépendance du cinéma et de l'ORTF. Les professions médicales remettent en cause l'ensemble de la gestion hospitalière. Les avocats et les magistrats se mobilisent contre la répression grandissante du pouvoir. Profondément « angoissés par l'attitude des pouvoirs publics », ils vont jusqu'à proposer « un débat ouvert aux justiciables, magistrats, professeurs de droit, étudiants sur les réformes nécessaires de la justice », c'est-à-dire sur son indépendance, le rajeunissement de ses cadres, la possibilité d'une justice gratuite et la création d'une commission vérité concernant la répression policière qui a sévi pendant les événements de mai, en particulier au cours de la nuit des barricades²². Mobilisation contre la répression policière et judiciaire qui va être la base d'une première critique du droit où avocats, magistrats, juristes et universitaires vont réfléchir aux pratiques de la justice²³.

20. Pour plus d'informations sur la crise de mai à Besançon : Aimé Guedj, « La crise de mai à la faculté des Lettres de Besançon », *La Pensée*, n° 140-141, Août-Septembre 1968, pp. 5-31.

21. Tract de la Tribune du 22 mars, 3 juin, *partisans, op.cit.*, p. 162.

22. Tract du Comité des avocats stagiaires révolutionnaires, le 19 mai, *Ibid.*, p. 75.

23. D'autres secteurs de la vie sociale vont également connaître ce même processus de mise en question des pratiques. Citons seulement la psychiatrie et les revues *Gardes Fous* ou *Psychiatisés en lutte*, le travail social dans la revue *Champ social* et la médecine avec la revue *Tankonalasanté*. Voir pour ce qui

Nous appelons à une première réunion nationale des comités de grève le **Mardi 21 mai à 20 h. au siège de l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot.**

Cet appel a été financé par les militants. »



VENDREDI 17 MAI

La Rhodiaca en grève et occupée — Les Etudiants U.J.C.M.L., U.N.E.F., 22 mars et J.C.R. se rendent à Renault-Billancourt, en grève — Les responsables syndicaux C.G.T. s'opposent à tous contacts. — Arrêt à Air-France — Le mouvement s'étend à la S.N.C.F. — Puis aux Transports parisiens — « Cohn-Bendit fait le jeu de Pompidou » dit la C.G.T. — Le Centre de tri P.T.T. est occupé — Réunion de Comédiens du Syndicat Français des acteurs à la C.G.T. avec le Comité d'action révolutionnaire — L'U.N.E.F. - S.N.E.S.U.P. - 22 mars appellent à manifester devant l'O.R.T.F. puis reviennent sur cette décision.



« Comité de grève de la Faculté des sciences etc.
Mouvement du 22 mars —

« Après la déclaration de Pompidou, il est clair que les préoccupations de l'Etat bourgeois ne sont pas les nôtres :

Le pouvoir temporelise aujourd'hui ; il tremble pour son avenir. Les nouvelles formes de contestation qui sont apparues spontanément vendredi ne sont pas tolérables pour la bourgeoisie : les barricades du Quartier Latin, ce n'est pas un amusement d'étudiants pour la défense de leurs intérêts d'étudiants ; leur sens profond, c'est d'être l'amorce d'une lutte directe contre l'Etat bourgeois et sa police. Voilà pourquoi déjà de jeunes travailleurs luttent sur les barricades aux côtés des étudiants, des lycéens et des professeurs : la lutte que nous engageons contre l'appareil policier est la lutte de tous les travailleurs.

**C'EST DES MAINTENANT
DANS LA RUE
DANS LES USINES
QUE SE MENE LA LUTTE CONTRE LA
REPRESSION ET L'OPPRESSION BOURGEOISE ! »**

Des directions traditionnelles dépassées ?

Les premières pages du dossier insistent sur l'importance et la virulence des attaques des directions traditionnelles à l'encontre des « agitateurs » étudiants, comme les baptisera Georges Marchais le 3 mai. Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, incite de la même manière, le 6 mai, ses syndiqués à « *n'avoir aucune confiance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être embourgeoisée* »²⁴. Alors que le PCF accuse l'aventurisme des groupuscules gauchistes qui fait, pense-t-il, le jeu du pouvoir gaulliste, ces mêmes organisations cherchent par tous les moyens à opposer au plat réformisme des partis politiques et des syndicats de gauche l'image radicale des révolutions vietnamiennes et cubaines.

Le 16 mai, les premières mises en garde du PCF deviennent de véritables attaques : « *Le bureau politique met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure (...) susceptible de gêner le développement d'un mouvement d'une ampleur inégalée* »²⁵. Avertissement à nouveau lancé à la fin du mois de mai : « *C'est parce que le Parti communiste français veut conduire à la victoire le combat commun pour le socialisme, qu'il met en garde les intellectuels contre toute exploitation démagogique de leur aspiration à des changements décisifs, qu'il préserve inflexiblement le mouvement ouvrier et démocratique contre tout ce qui peut faire le jeu de l'ennemi de classe* »²⁶.

Les dénonciations contre l'attitude ambiguë du PCF ne se font pas attendre et portent d'abord sur le rôle du parti dans la dissociation des diverses catégories de travailleurs, son refus de proclamer une grève générale, ses négociations indignes avec le gouvernement en place, ses calomnies contre les gauchistes et son ralliement progressif et strictement politique avec la FDGS. C'est sa place de futur partenaire dans un gouvernement réformiste que joue le Parti communiste et qui explique

concerne les revues antipsychiatriques : Jean-François Bert « L'institution psychiatrique en débat : *Gardes fous, Psychiatisés en lutte* et *Le journal de l'AERLIP* », *la Revue des revues*, n° 40, 2008, pp. 75-91

24. *partisans*, *op.cit.*, p. 16.

25. Communiqué du Bureau politique du PCF, 16 mai, *Ibid.*, p. 64.

26. Tract du Parti Communiste Français, *Ibid.*, p. 120.

JEAN-FRANÇOIS BERT

son refus de toute véritable initiative de mobilisation des grévistes, ou d'une quelconque liaison politique et organisationnelle entre les étudiants et les ouvriers. Il faut travailler, indique encore le bureau du PCF dans un de ses tracts, pour « *qu'aucune provocation, aucune diversion, ne détourne la moindre force dirigée contre le régime et ne donne au gouvernement le moindre prétexte pour obscurcir le sens de ce grand combat*²⁷ ». Le 2 juin, le Comité d'Action Travailleurs, Étudiants, Écrivains conclut un de ses communiqués en revenant sur le rôle du PCF et de la CGT dans l'échec politique du mouvement : « *Le PCF ressemble à la CGT. Il a une expérience qu'il serait vain de nier. Mais on voit les titres de l'Huma changer sous la pression des événements, ce qui veut dire qu'il faut travailler pour que ce rapprochement soit suivi d'un vrai dialogue, sans aucune exclusion pour continuer ensemble la lutte par la suite élaborer un régime auquel tous participeront, qu'ils aient ou non une carte du PC ou de tout autre Parti* »²⁸

Les principales caractéristiques du mouvement

Les premiers jours de Mai ont certes pu donner lieu à des formes totalement « spontanées » d'organisation et de revendication, mais l'enlisement de la situation oblige les groupes révolutionnaires à accepter une gestion quotidienne de la lutte. Les problèmes d'approvisionnement en vivres, en argent et en matériel (en particulier en papier pour l'édition des tracts) se font durement sentir après trois semaines de grèves. Un appel est envoyé aux paysans pour qu'ils apportent directement leurs produits aux grévistes et à leurs familles :

« *Les 10.000.000 de grévistes décidés à lutter jusqu'au bout demandent aux paysans de les soutenir.*

- *Donner à manger aux grévistes et à leur famille.*

COMMENT ?

- *En déposant les produits de votre travail dans les coopératives.*

TOUS A LA SORBONNE ! »²⁹

27. Communiqué du Bureau politique du parti Communiste français », *Ibid.*, p. 42.

28. Communiqué du Comité d'Action Travailleurs, Étudiants, Écrivains, *Ibid.*, p. 155.

29. Tract du Conseil pour le maintien des Occupations, *Ibid.*, p. 103.

Le Conseil pour le maintien des Occupations donne à la fin du mois de mai un nouveau sens aux occupations d'usines, celui d'aide dans la lutte. L'occupation ne doit plus seulement donner un coup d'arrêt aux profits du « capital » mais doit désormais être au service même de la lutte : « *Il faudra remettre en marche les chemins de fer et les imprimeries, pour les besoins de la lutte ouvrière. Il faudra que les nouvelles autorités de fait réquisitionnent et distribuent les vivres.*³⁰ ». Comme l'indique le « M22 », chaque nouvelle initiative de ce genre prouve qu'il est toujours possible de repenser l'organisation de la vie collective. Les grévistes, en tout cas, ne doivent pas choisir entre se contenter des « miettes » négociées par leurs représentants et abandonner l'essentiel, mais au contraire « *continuer à intensifier la lutte. Pour cela, il faut défendre les occupations d'entreprises et organiser dans chaque quartier :*
 - *la grève de tous les paiements (loyers, impôts, traites, etc.),*
 - *gratuité des soins et de la nourriture, gestion collective des centres de distribution,*
 - *transports gratuits...³¹.* ».

La menace de la pénurie est palpable un peu partout. Le 2 juin, le Comité d'Action Mouffetard alerte l'ensemble de ses membres sur la situation et tente de proposer un certain nombre de solutions très pratiques : « *La grève ne se fait pas contre nous, les usagers, les grévistes ont toujours assuré les services d'urgence, c'est pour des raisons de sécurité qu'ils occupent les postes.* »

IL FAUT ENCORE SAVOIR QUE :

Les cheminots et les paysans se mettent d'accord pour acheminer des pommes de terre qui seront distribuées gratuitement à la gare Saint-Lazare.

À NANTES et à SAINT-LAZARE les Comités de Grève se substituent à l'administration :

Sur le marché de nouveaux « inspecteurs » sont apparus : ce sont des grévistes qui contrôlent les prix.

30. « Tract du Mouvement du 22 mars et des Comités Travailleurs-Étudiants », *Ibid.*, p. 105.

31. Tract du Comité de liaison « Étudiants-Ouvriers », *Ibid.*, p. 83.

JEAN-FRANÇOIS BERT

Les femmes des grévistes ont institué la distribution des légumes directement du producteur au consommateur. Les pompes à essence ont été réquisitionnées et l'essence distribuée sous le contrôle des grévistes. Le PRISUNIC est occupé et les épiceries portent ces pancartes : « Ici les prix sont vérifiés par le Comité de Grève. »³²

La Commission pour l'approvisionnement affirme le 3 juin l'importance de l'intendance pour gagner une révolution. Pour mener jusqu'à son terme la lutte, il faut apprendre à gérer les stocks et accepter de mener « un certain nombre d'opérations exemplaires visant à amener les gens à s'organiser eux-mêmes, d'une part pour établir des relations directes avec les producteurs de denrées alimentaires et d'autre part pour se répartir les vivres entre eux. Une distribution de poulets et une de pommes de terre ont été faites dans des usines de Courbevoie principalement.³³»

Agiter cette question du ravitaillement est surtout un moyen très concret pour poser et débattre de la question de l'autogestion et de la possible mise en place d'une véritable démocratie décisionnaire de base dans chaque lieu de la vie sociale. Ce thème de l'autogestion – comme celui de « soviet » ou de « conseil ouvrier » qui ont des conséquences politiques lourdes – est d'ailleurs abordé dans la deuxième partie de la revue par John Knief. Dans sa longue analyse, il cherche à situer la signification de ces occupations d'usine de mai dans l'histoire de la théorie marxiste, mais surtout par rapport aux différentes expérimentations d'autogestion qui avaient vu le jour dans d'autres pays communistes. Pour lui, celles-ci sont d'abord le signe d'une nouvelle forme de contestation qui entraîne des conséquences politiques et sociales totalement inattendues, et pas seulement une manière de rejeter en bloc le capitalisme, les cadences à la chaîne ou l'organisation tayloriste du travail : « Les piquets de grève permanents (et pourtant changeants dans leur composition) sont l'embryon d'autre chose, d'un système de milices ouvrières au service des comités de grève d'abord puis du comité central de grève ensuite. Ils sont l'expression démocratique de la lutte

32. « Comité d'Action Mouffetard », *Ibid.*, p. 157.

33. « La Commission pour l'Approvisionnement », *Ibid.*, p. 159.

« LETTRE OUVERTE AUX EMPLOYES
DU COMMERCE ET AUTRES SALARIES

NOUS TRAVAILLEURS DES MAGASINS DE LA FNAC, nous nous sommes mis en grève non pas pour la satisfaction de revendications particulières, mais pour participer au mouvement qui mobilise actuellement 10 millions de travailleurs manuels et intellectuels.

Nous avons déjà obtenu au mois d'avril par un accord d'entreprise des avantages qui ne sont pas satisfaits dans d'autres entreprises et si nous soutenons toutes les revendications des travailleurs et étudiants :

- Augmentation de salaire,
- Semaine de 40 heures,
- Sécurité sociale,
- Université libre,
- Retraite, etc.

NOUS N'EN FAISONS PAS UNE FIN !

Nous participons à ce mouvement qui n'est pas seulement corporatif et revendicatif parce que 10 millions de travailleurs ne cessent par leurs activités en même temps pour 6, 30 ou 100 centimes d'augmentation, mais pour remettre en cause toute la direction du pays et toutes les structures de la Société.

Jusqu'ici une petite minorité de possédants dirige effectivement le pays, les trusts, les monopoles et les banques décident de toute notre vie, du berceau jusqu'à la tombe...

Par exemple : pour vendre leur pétrole, ils ont décidé que passerait au premier plan l'industrie automobile plutôt que la construction de maisons ou de villes humainement habitables.

Les écoles et les lycées, les facultés et les universités ont la structure, la durée et le programme qu'ils ont décidé pour former des techniciens, des ingénieurs, des professeurs et des cadres qui viendraient docilement se mettre à leur service.

Personne ne nous a demandé si la masse énorme de connaissances et de travail que nécessite l'emploi de l'atome servira au bien-être de tous ou à la fabrication de la bombe A ou H !

C'est ce groupe, cette direction, c'est ce pouvoir répressif dans tous les sens du terme, que nous récusons dans sa forme actuelle et dans toute autre forme aménagée.

Les travailleurs veulent le remplacer par un pouvoir qui les représente véritablement et démocratiquement, c'est-à-dire par l'instauration de l'auto-gestion, aussi bien au niveau de l'entreprise et des services publics qu'à l'échelle nationale.

Jusqu'à présent, personne n'a demandé aux grévistes eux-mêmes pourquoi ils combattent ni ce qu'ils veulent. Il faut qu'ils puissent s'exprimer et pas seulement chacun dans son entreprise,

ETUDIANTS - OUVRIERS

Unis contre l'ignoble répression policière, continuons la lutte où que nous soyons.

Les étudiants veulent transformer radicalement les structures de l'université bourgeoise qui en fait "les chiens de garde du patronal".

Ils veulent mener un seul et même combat avec les travailleurs pour construire une société nouvelle sans classe.

Les partis politiques veulent tirer profit de la lutte héroïque des étudiants. Ils prennent "le train en marche" pour ensuite mieux étouffer leur mouvement révolutionnaire.

Pour l'atome, la mer, le pétrole, pour la démocratie, etc.

Vive le mouvement du 22 Mars et ses mille fraternellement déposés, rangés et berrés

Union Démocratique des Forces (UDF) (1968), R. J. & M. (1968) 1968

La liberté d'expression ne saurait être acquise par l'agitation clownesque des uns et l'opportunisme des autres, jouant sur les planches une comédie de la révolution.

Il ne peut être question pour nous de laisser s'établir de confusion entre un pseudo Front Révolutionnaire des Artistes proclamé aux Beaux-Arts et qui n'est tout au plus qu'un ramassis de circonstance d'artistes et de critiques de tous bords, et un FRONT des ARTISTES RÉVOLUTIONNAIRES pour la construction duquel nous entendons nous battre.

Ce combat passe nécessairement par la lutte contre l'asservissement des forces créatrices par les bourgeois nationales et les bureaucraties, contre toute forme d'art engagé.

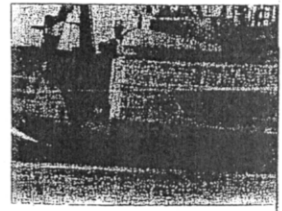
La défense de la liberté demeure pour nous dynamiquement liée à son invention.

En 1968, la révolution reste à faire et tout comme André Breton et Léon Trotsky en 1938, nous voulons :

L'INDEPENDANCE DE L'ART — POUR LA REVOLUTION
LA REVOLUTION — POUR LA LIBERATION
DEFINITIVE DE L'ART.

Paris, le 28 mai 1968.

Le Comité d'action pour la construction d'un
FRONT des ARTISTES RÉVOLUTIONNAIRES. »



MERCREDI 29 MAI

Manifestation P.C.-C.G.T. : les comités d'action, le 22 mars, les marxistes-léninistes y vont. 500.000 personnes dit la C.G.T. — Le P.C. lance le mot d'ordre Gouvernement populaire — De Gaulle disparaît vers Colombey. — Mendès-France est prêt à prendre le pouvoir que lui conférerait « la gauche réunie » et constituerait un « gouvernement de mouvement ».

« MISE AU POINT

D'OU VIENNENT LES MANOEUVRES DE DIVISION ?

HIER,

lors de la manifestation des travailleurs et des étudiants à la gare de Lyon, la direction de la C.G.T. a refusé de s'y associer.

HIER

encore, à Charléty nous étions 50.000 travailleurs et étudiants, dont de nombreux syndiqués C.G.T., sans que la direction de la C.G.T. nous appuie.

*de classes, l'amorcé de la fin de l'armée permanente professionnelle bourgeoise.*³⁴ » Ce qui se joue avec la question de l'autogestion, c'est l'émergence d'une démocratie directe par le biais des Assemblées générales. Quel est le débouché politique que l'on veut finalement donner aux luttes ?

De la postérité d'une union ?

Le mouvement étudiant s'est dès le départ tourné vers la classe ouvrière. Y a-t-il eu pour autant rencontre et union ? À Besançon, Toulouse, Nantes, à Renault Cléon, à Flins et à Billancourt, il y a eu de réelles solidarités. À l'enterrement de Gilles Tautin, mort noyé à la suite d'une charge policière à Flins, des cégétistes ont rallié la manifestation étudiante. La volonté de créer cette union est par ailleurs largement affirmée par les principaux groupes étudiants dès les premiers jours de la grève : « *Depuis trois jours nous nous battons autour de la Sorbonne. Contre la répression policière, des milliers d'étudiants mènent de magnifiques combats. Mais nous pouvons continuer longtemps à rester au Quartier Latin isolés des masses populaires sans que la bourgeoisie tremble : c'est pour elle un moindre mal, tous ses porte-parole nous y invitent* »³⁵. L'UJCML perçoit toute l'importance d'une telle union pour la poursuite du mouvement et demande aux étudiants de quitter les quartiers bourgeois pour aller « *aux usines et aux quartiers populaires nous unir aux ouvriers* »³⁶.

Ces « conjonctions » ne sont pourtant pas représentatives de l'état réel des rapports. Jamais le mot d'ordre « Étudiants-ouvriers un seul combat » ou « Étudiants, ouvriers, tous unis ! », scandé par les étudiants dans les premiers jours de grève, ne s'est transformé en un programme politique de transition vraisemblable. Cette tentative d'alliance révèle d'ailleurs une tout autre vérité : la grande disparité entre la condition ouvrière et étudiante, alors plus bourgeoise que prolétaire. En outre, la « trahison » – vécue comme telle par les organisations étudiantes – des

34. John Knief, « Quelle est la signification réelle des occupations d'usine », *Ibid.*, p. 257.

35. Comité de Défense contre la Répression, *Ibid.*, p. 17.

36. Tract du L'UJCML, *Ibid.*, p. 18.

JEAN-FRANÇOIS BERT

directions traditionnelles n'est pas la seule cause de l'échec de l'union. Celle-ci a d'abord échoué à cause de la représentation, plus que caricaturale, que les étudiants avaient des ouvriers. Trop rapidement, le mouvement étudiant est devenu dépendant du mouvement ouvrier, dépendant, en particulier, des occupations des lieux de production.

L'impossibilité de l'union éclate après le 22 mai et l'interdiction de séjour prononcée contre Daniel Cohn-Bendit – les manifestations faites pour sa défense sont désavouées par la CGT –, mais surtout dans la nature même des revendications. D'une part, et pour les étudiants, « Mai » doit se solder par de meilleures conditions d'études, le refus de la sélection, la défense des libertés universitaires, syndicales et politiques, la garantie de l'emploi... De l'autre, et même si l'aspect culturel n'est pas entièrement absent des revendications ouvrières³⁷, il s'agit d'abord de dénoncer l'augmentation des cadences et les intimidations récurrentes de la hiérarchie (c'est par exemple la figure du chef d'atelier qui est durement attaquée), d'obtenir du temps supplémentaire pour l'accès au restaurant de l'entreprise, la pose d'un ventilateur pour faire face à la chaleur des ateliers, le salaire minimum de 1 000 francs, la retraite à 60 ans, la semaine de 40 heures, le paiement des jours de grève... Utopie directrice pour les uns, réalisme économique pour les autres³⁸.

Militant, manifestant, internationaliste, parfois violent, le gauchisme politique se cristallise en mai et en juin 68 sur un certain nombre de refus : bourgeoisie, consommation, autorité, gaullisme, colonialisme, vie quotidienne, valeurs bourgeoises³⁹. À la remise en

37. "Notre arme c'est la grève", *Cahiers libres* 137, Maspero, Paris, p. 46-47.

38. Pour en savoir plus sur cette union voir d'autres ouvrages publiés dans les collections Maspero : *La grève à Flins* (1968) ; *Le Mouvement du 22 mars, ce n'est qu'un début, continuons le combat* (1968) ; *Des soviets à Saclay ?* (1968) ; Daniel Bensaid et Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale* (1968) ; *Notre arme, c'est la grève (la grève chez Renault-Cléon)* (1968).

39. Le n°62-63 est l'occasion d'un retour sur le gauchisme et surtout une tentative de définition : « Les « gauchistes » sont une force d'opposition, ils ne sont ni un parti révolutionnaire au sens léniniste du terme, c'est-à-dire un parti centré sur un groupe de révolutionnaires professionnels, ni une coalition de partis, prêts à s'emparer du pouvoir, ni même l'embryon d'un tel parti ou d'une telle coalition. Ils sont, et c'est l'essentiel, le rassemblement de ceux qui refusent. » *partisans*, « Folie pour folie », p. 11.

cause de certaines institutions comme la famille, l'armée, la prison, la médecine, la justice et le travail social, il faut ajouter ces prises de parole venant des minorités nationales, des travailleurs immigrés, des femmes qui, et comme le relevait immédiatement après les événements Michel de Certeau, ont dit pour la première fois : « je ne suis pas un objet ».

C'est d'ailleurs l'ambition de ce numéro si particulier de *partisans* : ne pas seulement écrire une histoire de la contestation et des événements mais donner à lire et à voir un ensemble de textes et de photographies particulièrement significatives des points de vues, fort différents, que ces deux mois de luttes ont laissé derrière eux. Des documents qui ont d'abord été choisis par un souci d'intelligibilité et non d'exhaustivité. Rarement – et il faut encore s'en étonner aujourd'hui à la lecture de ce numéro de revue – une aussi courte période historique aura laissé une documentation aussi éparsée, contradictoire, marginale, multiforme et transversale.

Miroir de cette hétérogénéité discursive, ce numéro de *partisans* est aussi le moyen, pour quiconque s'intéresse à cette histoire, d'éviter de réencoder cette période en essayant de lui donner, par exemple, une cohérence factice.

Il faut noter, paradoxalement, qu'il n'est à aucun moment fait mention de la situation internationale et ce alors même que la revue s'était donnée pour mission de relayer les engagements internationalistes. Trop tôt, peut-être, pour faire un premier bilan de 68 dans le monde, comme l'indique aussi Copfermann. On aurait aimé un autre traitement des événements et par exemple à une ouverture vers la situation d'autres pays comme l'Italie, l'Allemagne ou encore la Suède ; ou une analyse des conséquences de 68 dans la lutte tiers-mondiste, comme à Santiago du Chili, à Buenos-Aires, ou au Mexique après la répression du 2 octobre de Tlatelolco... C'est dans le reste des collections Maspero qu'il faut chercher cette restitution, dont dans la plus célèbre intitulée « Texte à l'appui »⁴⁰.

40. Voir par exemple : *La révolte des étudiants égyptiens* (1972), dans la collection Al Massira ; Yves Benot, *Idéologie des indépendances africaines* (1969) ; Tutino Salverio, *L'octobre cubain* (1969) ; Hussein Mahmoud, *La lutte des classes en Égypte* (1969).

JEAN-FRANÇOIS BERT

partisans disparaîtra en décembre 1972 ainsi que plusieurs autres collections dont « Classiques rouges », « Marx ou crève », « Livres rouges », « La série internationale », ou encore les « Cahiers révolution ». Le nouveau contexte de la décolonisation, du tiers-mondisme et de l'anti-impérialisme économique a eu raison, au-delà de l'effervescence contestataire et des contorsions théoriques de certains auteurs, de l'emprise, au moins sur l'imagination intellectuelle, du gauchisme comme manière de penser le monde moderne. C'est d'ailleurs ce qu'annonçait Émile Copfermann dans les dernières lignes de son introduction : certes les problèmes organisationnels se poseront à nouveau mais « *il importe que nous les envisagions dès maintenant, mais sous une forme autre que celle qui consiste en des unions d'états-majors et de personnalités. Ce n'est qu'un début, le combat continue* ».

Sommaire des numéros

Numéro 1, Septembre-octobre 1961

Raul Castro, « La voie cubaine au socialisme » ; Jean Carta, « Le défi de Danilo Dolci » ; Gérard Chaliand, « La question Kurde » ; « une génération algérienne » (...)

Numéro 2, Novembre-décembre 1961

Numéro 3, Février 1962

Frantz Fanon, « Une situation irréversible (1959) » ; Claude Burgelin et Georges Perec, « Le nouveau roman et le refus du réel » ; « Des étudiants algériens accusent » ; Kateb Yacine, « Le bain des maudits » ; (...)

Numéro 4, Avril-mai 1962

Fidel Castro, « Je suis marxiste léniniste » ; Gérard Chaliand, « L'Amérique yankee » ; Georges Perec, « Pour une littérature réaliste » ; « Interview de Fr. Jeanson » ; (...)

Numéro 5, Juin-juillet-août 1962

Fidel Castro, « Le sectarisme est contre-révolutionnaire » ; Gérard Chaliand, « Lutttes populaires au Moyen orient » ; François Maspero, « Amnistie pour les réfractaires » ; Pierre Vidal-Naquet, « Face à la "raison d'État" » ; (...)

Numéro 6, Septembre-octobre 1962

Gérard Chaliand, « La France et la décolonisation » ; A. Mandouze, « Sur la "révolution algérienne" » ; Robert Paris, « La nation et le fascisme » ; (...)

Numéro 7, Novembre-décembre 1962

« Révolution africaine ? »

Numéro 8, Janvier-février 1963

M. Merlier, « Les défaites de la révolution espagnole » ; H. Riad, « Le nassérisme » ; George Perec, « Robert Antelme et la vérité de la littérature » ; (...)

Numéro 9, Mars-Avril 1963

« Le dossier des thèses chinoises » ; Émile Copfermann, « Où en est l'UNEF » ; Elly Jiovannidou, « Poèmes des prisons grecques » ; (...)

Numéro 10, Mai-Juin 1963

J.-P. Sorel, « Que font les paysans ? » ; Maxime Rodinson, « L'Islam et les nouvelles indépendances » ; Georges Perec, « L'univers de la science-fiction » ; (...)

Numéro 11, Juillet-août-septembre 1963

Pierre Jalée, « La communauté européenne et l'Afrique » ; Nguyen Kien, « L'Europe et les thèses chinoises » ; Ali Salim, « L'énigme nassérienne » ; (...)

Numéro 12, Octobre-novembre 1963

« La gauche occidentale 1 » ; Keith Buchanan, « USA ; problèmes noirs, problème mondial » ; Ernest Mandel, « La Belgique entre néo-capitalisme et socialisme » ; Jafaan Asadi, « Mourir à Bagdad. Pour qui ? » ; (...)

Numéro 13, Décembre 1963-janvier 1964

« La gauche occidentale 2 » ; Ben Bella, « L'Algérie socialiste » ; Robert Paris, « Communistes italiens » ; Tom Kemp, « Qu'est ce que l'impérialisme ? » ; (...)

Numéro 14, Février-mars 1964

« Gauche occidentale » ; Robert Bonnard, « Qu'est-ce qu'un Defferre ? » ; Alberto

- Marisco, « Un nouveau parti socialiste italien » ; (...)
- Numéro 15, Avril-mai 1964
Gérard Chaliand, « Quelle Algérie ? » ;
Carlos Fuentes, « L'Amérique latine accuse » ; E. Che Guevara, « Économie cubaine ».
- Numéro 16, Juin-juillet-août 1964
Robert Paris, « Antonio Gramsci » ;
Fr. Maspero, « Non aux images d'Épinal » ;
Fr. Maspero, « Livres de poche, culture de masse » (...)
- Numéro 17, Octobre-novembre 1964
E. Copfermann, « La nouvelle insoumission » ; Jean Baby, « Maurice Thorez et Palmiro Togliatti » ; Armand Capocci, « La petite crise de l'automobile ».
- Numéro 18, Décembre 1964-janvier 1965
« Le socialisme aujourd'hui »
- Numéro 19, Février-mars 1965
André Heurteaux, « La rébellion du CNPF » ; Libero de Lupo, « Vers le parti Italien du travail » ; « Un débat sur l'indépendance africaine » (...)
- Numéro 20, Avril-mai 1965
P. Vidal-Naquet, « L'impossible histoire du PCF » ; J.-P. Talbo, « Génocide au Vietnam » ; A. Capacci, « La grève raisonnable » (...)
- Numéro 21, Juin-juillet-août 1965
G. Chaliand, « L'Algérie au miroir marxiste » ; Maxime Rodinson, « Israël, une lutte de libération nationale », G. Grosz, « L'art et la société bourgeoise ».
- Numéro 22, Octobre 1965
G. del Peral, « Manuel du gorille » ;
A. Heurteaux, « capitalisme et croissance » ;
P. Baran, « Qu'est-ce qu'un intellectuel ? ».
- Numéro 23, Novembre 1965
Fr. Maspero, « Pire que de Gaulle ? » ;
G. Chaliand, « De Ben Bella à Boumedienne » ; E. Che Guevara, « Le socialisme et l'homme à Cuba ».
- Numéro 24, Décembre 1965
Pierre Jalée, « des révisionnismes » ;
M. Rodinson, « La révolution économique moderne et l'Islam » ; E. Copfermann, « L'industrie de l'amusement ».
- Numéro 25, Janvier 1966
Pierre Vidal-Naquet, « À l'américaine » ;
J. Knief, « Sur Lénine marxiste » ;
G. Dupré, « Chant du peuple vietnamien ».
- Numéro 26-27, Février-mars 1966
L'Amérique latine en marche.
- Numéro 28, Avril 1966
Marcuse, « Sommes-nous déjà des hommes ? » ; J.-M. Brohm, « sociologie politique du sport » ; G. Vigarello, « Entraîneur-éducateur ? », G. Chaliand, « La grève des étudiants algériens ».
- Numéro 29-30, Mai-juin 1966
« L'Afrique dans l'épreuve »
- Numéro 31, Juillet-septembre 1966
G. Chaliand, « Boumedienne devant l'alternative » ; E. Copfermann, « Des policiers pour les jeunes » ; Oscar Teran, « Roger Garaudy »

- Numéro 32-33, Octobre-novembre 1966
E. Copfermann, « Sexualité et répression » ; Marcuse, « Le vieillissement de la psychanalyse » ; J.-M. Brohm, « La lutte contre la répression sexuelle ».
- Numéro 34-35, Décembre 1966- Janvier 1967
« Espagne 1967 »
- Numéro 36, Février-mars 1967
« Théâtre et politique »
- Numéro 37, Avril-juin 1967
« Cuba et le castrisme en Amérique latine »
- Numéro 38, Juillet-septembre 1967
« Amérique latine - solidarité - guérillas »
- Numéro 39, Octobre-décembre 1967
« Pédagogie : éducation ou mise en condition? »
- Numéro 40, Janvier-février 1968
« Le peuple vietnamien et la guerre »
- Numéro 41, Mars-avril 1968
« L'Allemagne fédérale après le miracle »
- Numéro 42, Mai-juin 1968
« Ouvrier, étudiants, un seul combat »
- Numéro 43, Juillet-septembre 1968
« Sport, culture et répression »
- Numéro 44, Octobre-novembre 1968
« Le complot international »
- Numéro 45, Décembre-janvier 1969
« Rosa Luxemburg vivante »
- Numéro 46, Février-mars 1969
« Garde-fous, arrêtez de vous serrer les coudes »
- Numéro 47, Avril-mai 1969
« Théâtre et politique »
- Numéro 48, Juin-août 1969
« Le peuple vietnamien à la veille de la victoire »
- Numéro 49, Septembre-octobre 1969
« Le mouvement des lycéens »
- Numéro 50, Novembre-décembre 1969
« L'alibi pédagogique »
- Numéro 51, Janvier-février 1970
« Vingt ans l'Allemagne »
- Numéro 52, Mars-avril 1970
« Le peuple palestinien en marche »
- Numéro 53, Mai-juin 1970
« Une école comme les autres : la sélection aux Beaux-Arts »
- Numéro 54-55, Juillet-octobre 1970
« Libération des femmes, année zéro »
- Numéro 56, Novembre-décembre 1970
« Varia »
- Numéro 57, Janvier-février 1971
« Libération des femmes II »
- Numéro 58, Mars-avril 1971
« Quelle Grande-Bretagne? »
- Numéro 59-60, Mai-août 1971
« Le domaine national 1 »
- Numéro 61, Septembre-octobre 1971
« Le domaine national 2 »
- Numéro 62-63, Novembre-février 1972
« Folie pour folie »

Numéro 64, Mars-avril 1972
« Numéro tricontinental »

Numéro 65, Mai-juin 1972
« Varia »

Numéro 66-67, Juillet-octobre 1972
« Sexualité et répression »

Numéro 68, Novembre-décembre 1972
« Vietnam, notre guerre de trente ans »

Dossier Partisans

1961
Gérard Chaliand, *La question Kurde*
Robert Davezies, *Amnistie pour les anticolonialistes*
Palmiro Togliatti, *Testament*
Friedrich Engels, *Le catéchisme communiste*
Georges Grosz et Erwin Piscator, *L'art et la société bourgeoise*
Erwin Piscator, *Le théâtre profession de foi*
Nicolas Boukharine, *Lénine marxiste*
David Riazanov, *Communisme et mariage*

1967
Ernesto Che Guevara, *Créer deux, trois, de nombreux Vietnam*
Fidel Castro, *La voie fondamentale*

1968
Louis Constant, *Avec Douglas Bravo dans les maquis vénézuéliens*
Carlos Romeo, *Sur les classes sociales en Amérique latine*
John Knief, *Qu'est ce que le socialisme ?*
Boris Fraenkel, Thomas Munzer, *Pour W. Reich, sexualité et travail*
Pédagogie : éducation ou mise en condition ?

1969
Collectif, *La réunion 1969, une colonie française*
Collectif, *Liberté pour les condamnés de Tunis*

Dominique Arrivé, Marie Laffranque, Bernard Vandewiele, *L'État de défense*

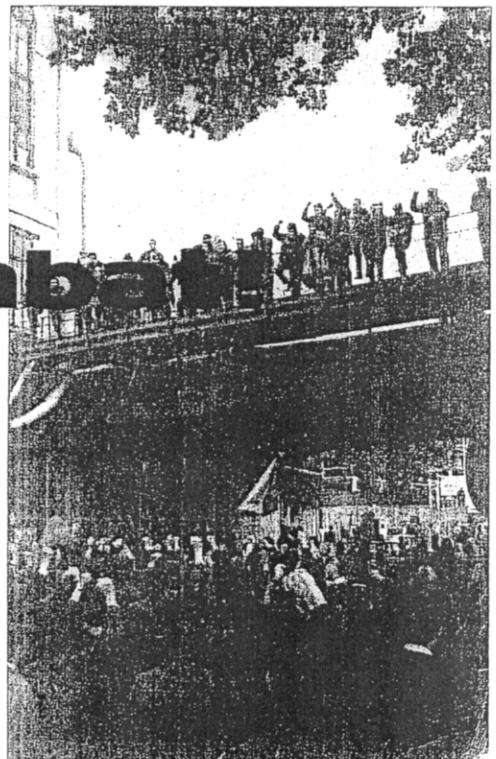
1970
Monique Vernhes, Jean Bloch, *Pour la Guadeloupe indépendante*
Maïthé L'Hénoret, *Précis de morale professionnelle à l'usage des enseignants de la république populaire du Congo*

1972
André Ruff, Gérard Simonnet, Michel Tachon, *Les bagnes de l'armée française*

partisans

MAI
JUIN
1968
N° 42
8,70 F

ouvriers
étudiants
un seul
combat



LA REVUE DES REVUES

ÉTUDES ET DOCUMENTS

<i>partisans</i> , passage de 68 par Jean-François Bert	5
<i>The Booster</i> (1937-1938), l'histoire d'une mystification littéraire par Marc Duveillier	35
Les 30 ans de <i>Commentaire</i> , entretien avec Jean-Claude Casanova par Benoît Ruelle	55

CHRONIQUES

Les revues s'exposent au musée (Yves Chevrefils-Desbiolles).....	71
Deux revues de théâtre par elles-mêmes	
<i>frictions</i> (Jean-Pierre Han) et <i>mrmyr</i> (Thomas Ferrand)	79
Les 70 ans de la revue tunisienne <i>Ibla</i> (Kmar Bendana).....	93

LECTURES

<i>Quadrum et Ernst Goldschmidt</i> (Yves Chevrefils-Desbiolles)	97
<i>Mai 68 en revues</i> (Jean-François Bert)	101
<i>1968, année surréaliste (Cuba, Prague, Paris)</i> (Séverine Deneuil).....	103
<i>Surréalistes et situationnistes, criss parallèles</i> (Séverine Deneuil).....	105
<i>Anthologie du surréalisme sous l'Occupation :</i> La Main à la plume (Séverine Deneuil).....	108

NOUVELLES REVUES

<i>Contr'un • Ravages • Résonance générale, Cahiers pour la poétique • XXI •</i> <i>Cyclocosmia • Mercure, les médias autrement</i> par Yoann Thommerel, Jean-François Bert, Clothilde Roullier, Marianne Dautrey, Caroline Hoctan, Charles Ruelle	111
Autres nouvelles revues	122
Publications et événements	129
Résumés / Abstracts	134

Les HP aussi ! Une institution battue en brèche : antipsychiatrie et désaliénation en France

Jean-François BERT,
EHESS/CNRS « Anthropologie de l'écriture »

A l'instar d'autres institutions, la psychiatrie a elle aussi été touchée par les événements de 1968, directement ou indirectement. Les conséquences ont été importantes, à la fois pour les malades – puisque s'est accéléré le processus d'humanisation de l'hôpital qui était depuis les années cinquante porté par les désaliénistes et par les anti-psychiatres, mais aussi pour les personnels soignants et les médecins.

Les critiques portées contre l'institution, d'une rare violence, se sont poursuivies tout au long des années soixante-dix et ont eu des conséquences politiques inattendues dont l'engagement des psychiatres français contre l'usage politique de la santé mentale en Union soviétique.

Durant les événements de mai et juin 1968, qui ont vu se conjuguer une révolte sociale contre les hiérarchies et les contraintes en général avec une revendication, de plus en plus forte, d'épanouissement personnel et de libération, l'institution psychiatrique a été l'objet de contestations. Pourtant, et contrairement à ce qui s'est passé pour d'autres institutions, il n'y a pas eu de remise en cause brutale du système psychiatrique dans son ensemble. Les revendications étaient soit de type économique – les psychiatres ont utilisé cette période propice pour renouer avec une ancienne demande syndicale concernant l'harmonisation de leurs salaires avec celui des médecins des hôpitaux de seconde catégorie –, soit de type « pratique » en essayant de remettre en marche la politique de sectorisation, mise en sommeil après l'arrivée en 1964 au ministère de la Santé de Raymond Marcellin qui préféra lancer une réforme des DDASS (Directions Départementales de l'Action Sanitaire et Sociale) transformant le médecin psychiatre en un simple conseiller technique ¹.